

EDITORIAL



Vincent Hoffmann-Martinot

À la recherche du temps à venir

Il est beaucoup question de recherche dans cette édition d'Extension[S]. Je ne saurais m'en plaindre, à titre personnel, évidemment. Pour autant ce n'est certainement pas pour satisfaire le directeur de Sciences Po Bordeaux que le mot « recherche » figure à maintes reprises dans les colonnes du magazine de l'Institut. C'est, tout simplement, parce qu'il s'agit de l'enjeu majeur des prochaines années.

Au titre de la recherche on évoquera d'abord celle qui concerne l'activité scientifique de notre établissement. C'est le sens immédiat que l'on donne à ce mot, dans le contexte universitaire qui est le nôtre. Mais on y entendra aussi d'autres contenus : la recherche de fonds (le fundraising selon la terminologie anglo-saxonne en vigueur) ; la recherche de l'excellence ou encore la recherche de nos valeurs, de notre culture, inscrite dans quelques événements fondateurs tels ceux survenus il y a quatre décennies désormais, un certain mois de mai.

La marque de fabrique d'une institution comme Sciences Po Bordeaux réside, parmi d'autres, dans la complémentarité entre l'enseignement et la recherche. C'est parce que notre établissement associe étroitement des chercheurs professionnels, en science politique majoritairement, mais aussi dans d'autres champs des sciences humaines et sociales (droit, économie, histoire, géographie, civilisations, gestion, etc.) que l'enseignement qui est dispensé dans nos murs peut être justement qualifié de « supérieur » au sens premier du terme : celui qui ne cesse de tendre vers une « haute qualité pédagogique », comme on parle désormais de HQE (haute qualité environnementale). La chance de Sciences Po Bordeaux c'est son inscription, ancienne désormais mais constamment renouvelée, dans des institutions références en matière de recherche. Au premier rang d'entre elles figurent le Centre National de la Recherche Scientifique d'une part et

Suite en page 2 >>>

DOSSIER

Mai 68 : stop ou encore ?

Mai 68 constitue une des pages les plus marquantes de l'histoire politique et sociale de la France contemporaine. Cette révolte est née du mouvement étudiant, avant de se propager aux forces syndicales et salariales puis au pays tout entier, sur fond de crise des consciences au niveau international.



Comment Sciences Po Bordeaux a-t-il vécu ce mois si particulier ? Quel était l'ambiance dans les murs fraîchement peints de l'Institut, transfuge cette année-là du centre-ville de Bordeaux au Campus ? Que signifient ces événements pour des personnes qui les ont vécus comme élèves ou comme enseignants et qui ont accepté, 40 ans plus tard, de se replonger dans leurs souvenirs ?

Dans le même temps, ce dossier vous invite aussi à lire deux témoignages

d'étudiants de cinquième année à Sciences Po Bordeaux. Ces derniers n'ont connu mai 68 que par les livres, les archives télévisées, leurs enseignants et les propos de leur famille. Leur particularité ? Ils viennent de se présenter aux dernières élections municipales. Que signifie pour eux cette période de l'histoire et quel sens donnent-ils à leur engagement politique en 2008 ? En mai 68 leurs aînés disaient « Élections... pièges à cons » ; qu'en pensent-ils aujourd'hui ?

Derrière ces propos demeure une question récurrente : « l'esprit de mai » appartient-il définitivement au passé ou faut-il voir, dans l'actualité brûlante d'aujourd'hui, tel ou tel lien, telle ou telle réminiscence ? Les avis des uns et des autres, complétés de quelques conseils de lecture : c'est le menu du Dossier. Pages 3 à 5.

□ □ □ Suite en page 3 >>>

Sommaire

Dossier : Mai 68 : Stop ou encore

Pages 1/3/4/5

Au rythme du monde : Une autre paire de "manche" Page 9

Rencontres : Du verbe et de l'esprit Page 10

Plus values : Cécile Hennequin Page 11

et aussi...

Un parcours au crible

Politique et développement en Afrique et dans les pays du Sud (PDAPS)

Une approche pragmatique

Page 8

CHRONIQUE : MUNICIPALES DE 2008 Page 2

TRAJECTOIRE : DOMINIQUE BABIN Page 12

EDITORIAL
SUITE...

la Fondation Nationale des Sciences Politiques d'autre part. Suivent également les grands réseaux internationaux qui structurent de nos jours la recherche en science politique : Association Internationale de Science Politique, European Consortium for Political Research, etc. Autant d'ensembles auprès desquels nos docteurs, par exemple, trouvent un cadre de plus en plus stratégique pour leur professionnalisation à venir.

On ne soulignera jamais assez combien l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux trouve auprès de ces deux pôles prestigieux que sont le CNRS et la « Fondation » le soutien scientifique et matériel qui lui permettent de figurer parmi les principaux centres de recherche, en sciences humaines et sociales, existant en France. Latout majeur que représente la FNSP, en science politique, son prestige et sa visibilité renforcée par le rayonnement international de Sciences Po Paris, nous encourage à renforcer encore davantage les liens scientifiques, intellectuels, culturels entre Paris et Province, dans une ambition renouvelée où chaque partenaire peut jouer collectivement sa propre partition, pour le plus grand profit de l'ensemble.

Recherche encore, celle consistant à prendre en compte les nouveaux dispositifs de la loi LRU, aussi bien en termes de mobilisation des ressources que des acteurs. Si nous considérons, naturellement, que notre autorité de tutelle se doit de respecter les engagements contractuels qui sont les siens ; si nous estimons aussi qu'il n'est pas d'avenir pour un État comme la France sans une politique forte de soutien à la recherche ; si nous savons la valeur et le poids du soutien des collectivités territoriales avec lesquels nous entretenons des liens étroits : Région Aquitaine, en tout premier lieu ; Conseil général de la Gironde ; Communauté Urbaine de Bordeaux ; villes de Bordeaux, de Pessac, de Talence, qui constituent notre environnement immédiat ; nous savons aussi qu'il n'est d'autre avenir que celui du 17^e chapitre du Huainanzi : « *Au lieu d'être là devant le fleuve à avoir envie d'un poisson, mieux vaut rentrer chez soi et tisser ses filets* ». En d'autres termes c'est en comptant sur nos propres forces, sur nos atouts spécifiques, tout en parvenant à mobiliser toutes les institutions, publiques et privées, persuadées qu'un Institut comme le nôtre s'inscrit dans la recherche d'un avenir dynamique et ambitieux, que nous demeurerons au plus près de nos valeurs originelles.

Celles qui associent la tolérance à l'exigence, celles qui inspirent la pensée de l'acteur et l'action du penseur, pour faire de nos futurs diplômés des femmes et des hommes authentiquement libres dans les arènes du monde à venir. On s'en souviendra, les 7 et 8 novembre prochains quand nous fêterons les soixante ans d'existence de Sciences Po Bordeaux. ■

Vincent Hoffmann-Martinet

Municipales de 2008 : Le vote de la désaffection

Les « éléments de langage » complaisamment fournis aux ministres par les « communicants » de l'Élysée et de Matignon ont sans doute des vertus apaisantes mais peu de force explicative. Le soi-disant « rééquilibrage » en faveur de la gauche, produit d'un scrutin purement local sans portée politique, est en réalité une défaite de grande ampleur pour la droite, à certains égards comparable à celle qu'elle avait subie en 1977, ou à celle qui avait sanctionné la gauche en 1983. Conserver haut la main Paris et Lyon, gagner une soixantaine de villes de plus de 15 000 habitants, dont 7 de plus de 100 000, parmi lesquelles Toulouse, Reims, Saint Denis de La Réunion et Strasbourg, arra-

scrutin en prenant prétexte d'une différence de nature entre élections nationales et élections locales, qui ne résiste plus à l'analyse depuis que l'étude longitudinale des scrutins a mis en évidence le fait que le citoyen inscrit son geste électoral (en allant, ou non, voter, et en faisant son choix) dans un calendrier qui articule entre elles des échéances portant sur des enjeux qui, pour autant, restent bien différenciés.

Il faut sans doute chercher l'explication du vote municipal dans la combinaison subtile d'un cycle électoral propre à chaque scène localisée et des effets de composition reliant les arènes locales et nationales. Il importe de bien mettre en relation la par-

re de pouvoir d'achat, l'autre sur l'incapacité de Nicolas Sarkozy à « habiter » la fonction présidentielle conformément aux attentes des Français, que provient ce vote de désaffection. Mais il se combine avec quelques « fondamentaux » des municipales : 1) la sociologie de la ville, lorsqu'elle est typée, continue de dicter les comportements (Nice), 2) surtout lorsqu'elle s'accompagne de la traditionnelle prime au maire sortant au cours des deux premiers mandats (Arcachon) ; mais celle-ci ne saurait suffire à assurer la réélection de maires qui pourtant peuvent se prévaloir d'atouts supplémentaires, qu'il s'agisse de la valorisation de la proximité par la « génération terrain » de 2001 (Blois),



L'émission « Le rendez-vous des politiques » de Dominique Rousset sur France Culture a eu lieu le 15 février 2008 dans l'amphithéâtre Montesquieu avec Alain Juppé et Alain Rousset comme invités.

cher Rouen dès le premier tour à un maire sortant de son premier mandat, Périgueux à un ministre en fonction qu'était venu soutenir le Premier ministre, et Metz où la gauche avait toujours été dans l'opposition municipale depuis l'instauration du suffrage universel en 1848, laisse d'autant moins de doutes sur la nature du gain réalisé que celui-ci a été largement confirmé par les cantonales, avec une gauche très nettement majoritaire en voix (7 points de différence) et gagnant 170 sièges et 8 présidences dans les conseils généraux de Métropole. Pour se consoler, la majorité présidentielle ne peut guère se prévaloir que de l'excellent score réalisé par Alain Juppé à Bordeaux, et de la réussite au premier tour de deux jeunes membres du gouvernement, Luc Chatel à Chaumont et Laurent Wauquiez au Puy-en-Velay, car Jean-Claude Gaudin n'a conservé Marseille que d'extrême justesse, et Jean-Marie Bockel lui apporte Mulhouse en perdant près de 10 points sur son score de 2001.

Dans ces conditions, il serait vain de tenter de nier la portée politique du

participation au vote d'une part et les choix effectués par la majorité des votants d'autre part. La particularité du scrutin municipal de 2008 saute alors aux yeux. Cette élection enregistre une assez spectaculaire et très significative croissance de l'abstention, qui s'élève à 34% au premier tour et 35% au second, en fort contraste avec la mobilisation qui avait caractérisé les municipales de 1977 (21% d'abstention au premier tour et 22% au second) et 1983 (21,6% et 20,3%), et démentant les espoirs suscités par le regain de participation enregistré aux régionales de 2004, au référendum sur le TCE de 2005 et surtout aux présidentielles de 2007 (16% d'abstentions). On assiste donc, pour la première fois, à un désaveu très net de la majorité nationale, qui provient non pas de la forte mobilisation préfigurant une alternance à venir, mais de la désaffection manifeste et soudaine, dix mois seulement après l'élection décisive, de parties importantes de l'électorat de la majorité présidentielle. C'est de l'addition de deux vives déceptions, l'une sur les promesses non tenues en matiè-

ou de celle du genre portée par des femmes issues de la parité (Saintes) ; 3) l'usure du pouvoir se fait sentir à partir du troisième mandat et ce sont donc d'abord des considérations localisées qui expliquent les échecs de MM. Labeyrie (PS) à Mont-de-Marsan, Rausch (div.d.) à Metz et Brard (app.PCF) à Montreuil ; mais une longue implantation, par les ressources d'influence qu'elle procure, reste un gage de succès, à droite (Vichy, Le Havre, Nancy, V^e arrondissement de Paris) comme à gauche (Nantes, Bastia, Mérygnac) ; 4) le cumul des mandats demeure une ressource appréciée et recherchée, mais subit des reculs symboliques (Nice, Toulouse, Bordeaux), dont seul l'avenir dira s'ils survivent à l'obligation de faire de nécessité vertu ; 5) enfin l'« élection cachée » par ces municipales, celle des intercommunalités, va, le plus souvent, en conforter les effets, mais pourrait aussi réserver des surprises. ■

Pierre SADRAN

Professeur de science politique
Directeur honoraire de Sciences Po Bordeaux

suite de la page 1

 Mai 68 :
stop ou encore ?

68 : année politique

choses vues, choses vécues

4 témoins et 2 engagements

Tous les quatre (Claude Sorbets, Bertrand Favreau, Pierre Delfaud et Jean-Louis Balans) ont vécu les fameux "événements". Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux, ils reviennent sur leurs souvenirs.

Claude SORBETS

Une logique de libération



Directeur de recherche CNRS, délégué à la recherche de Sciences Po Bordeaux, ancien directeur de l'UMR CNRS-Sciences Po Bordeaux « SPIRIT », diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1969.

J'étais cette année-là en 2^e année à l'Institut et à la Faculté de Droit, et je résidais à la Cité universitaire. Dans les mois et semaines qui ont précédé le mois de mai, je me souviens d'une certaine tension sur le campus, due notamment au conflit larvé entre extrême droite et extrême gauche. La météo, clémente, contrastait avec le climat social orageux, marqué par des manifestations contre la guerre du Vietnam. Je n'étais pas un activiste, mais plutôt un spectateur empathique des événements qui se déroulaient. Malgré l'inquiétude du directeur de

Sciences Po Bordeaux, Albert Mabileau, l'ambiance était calme à l'Institut, y compris entre étudiants et enseignants, dont les relations n'étaient pas distendues. Les rapports étaient en revanche très marqués à la faculté de Droit, avec une désacralisation des enseignants assez prononcée. Les comportements des étudiants à l'Institut s'avéraient très disparates. Certains étaient actifs, d'autres rétifs. Un contingent avait quitté l'établissement pour regagner le foyer familial, les examens ayant été repoussés pour l'essentiel en septembre. Je garde de cette période le souvenir d'une grande effervescence intellectuelle. Les questions qui ont fait irruption en mai 68 étaient dans l'air du temps : la condition étudiante, la sexualité, le pouvoir d'achat, la société de consommation... On lisait « Les Choses » de

Georges Pérec et les écrits des « Situationnistes ». Je ne suis pas sûr que je serais devenu chercheur sans cette page d'histoire que j'ai vécue comme un promeneur en mouvement et un observateur critique d'une société en plein paradoxe. D'un côté, on pressentait qu'un changement était possible, ce qui engendrait une forme d'optimisme. De l'autre, on percevait les forces redoutables du conservatisme au sein d'une société bien pensante. Cette période a marqué un tournant en France, mais aussi à l'étranger. La contestation se faisait aussi entendre à Varsovie, à Prague, à Madrid, en Italie, en Allemagne ou en Californie. C'est une histoire qui procède d'une logique de libération - de la parole et des mœurs - dont les causes et les effets ont donné lieu à une littérature abondante. ■

Bertrand FAVREAU

Le printemps de Sciences Po

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1968, avocat à la Cour, ancien bâtonnier de Bordeaux, fondateur du prix des Droits de l'homme Ludovic-Trarieux.

À Sciences Po, c'était le premier printemps dans la verdure du Campus. L'Institut n'avait été transféré qu'en octobre 67 à Pessac. SCIENCES Po c'était le calme... les examens avaient commencé dès les premiers jours de Mai... Les élèves de troisième année - celle du Diplôme - étaient au milieu des épreuves. Bordeaux avec retard - comme dans toutes les révoltes et révolutions- depuis le XIX^e siècle - ne s'est enflammé que tard en mai. Sous l'auvent d'entrée de l'IEP, le Directeur suppliait d'un ton patelin les élèves de continuer à passer leurs examens déjà... presque achevés voire obtenus... Quelques agitations sporadiques...

Un moment collectif : dans le hall, l'écoute du discours annoncé du général de Gaulle sur un transistor... "Je dissous l'Assemblée Nationale..." Échanges de regards graves... Dona Inès gravit les premières marches de l'escalier vers l'Amphi Montesquieu. Elle appelle à la lutte contre "l'état de siège" qu'elle voit se profiler...

La véritable agitation est à côté, en Lettres c'est l'effervescence, l'éruption. Plus près, en Droit, aussi... Les AG à répétition sont à l'Aula Magna... On dort dans la Fac occupée... Examens ou pas ? À Pessac, les examens en droit n'auront pas lieu en juin 1968. Pas de perte de chance : il y aura deux sessions en septembre et octobre suivant... Mais en droit tout est toujours différent. La "révolution" a généré sa contre révolution. C'est "Pessac" (on dit Pessac et pas Talence) contre Bordeaux...

À Pessac on les appelle les "fachos", ceux qui, par réaction, occupent la Fac de Pey-Berland avec leur sacs

de couchage de scouts dans la bibliothèque, la haut, sous les toits et qui se font tailler sur mesure une session spéciale d'examen... dont on ne connaît pas les "ajournés". Contre les défilés hérissés de noir et de rouge, ceux de Pey-Berland ont acheté et installé à leur balcon un drapeau tricolore, flambant neuf pour paviser leur camp retranché. On dit qu'il a été payé en guise de soutien par des membres du barreau de Bor-

deaux... dont on donne les noms... Ce qui a flambé aussi, semble-t-il, ce sont deux ou trois paillasses des "campeurs". Le jet d'un cocktail Molotov par les fenêtres que la chaleur printanière maintient ouvertes jour et nuit. On se dit victime d'attentat. À Pey-Berland, on donne sous le manteau le nom du coupable. L'accusé est un "occupant" de Pessac venu en découdre : il aurait, bien sûr, un nom à consonance étrangère... ■



Le livre « La société du spectacle », écrit par Guy Debord, a été publié en novembre 1967.

De la préface à l'édition de poche, rédigée par l'auteur, en juin 1992, deux années avant sa disparition, on retiendra ces deux courts extraits : « (...) il [l'exposé, ici réitéré] témoigne de ce qu'a été la position la plus extrême au moment des querelles de 1968, et donc de ce qu'il était déjà possible de savoir en 1968 ».

Et encore, en conclusion de cette même préface : « Il faut lire ce livre en considérant qu'il a été sciemment écrit dans l'intention de nuire à la société spectaculaire. Il n'a jamais rien dit d'outrancier ». À lire et à relire d'urgence ! ■

suite de la page 3

Mai 68 : stop ou encore ?

Pierre DELFAUD

Des journées particulières

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1965, professeur d'économie à l'Université Bordeaux IV – Montesquieu et à Sciences Po Bordeaux, ancien président de la Ligue nationale de l'Enseignement, vice-président du bureau du Comité économique et social régional d'Aquitaine, président de la section « Veille et prospective ».

Quitte à vous surprendre, j'ai vécu mai 68 d'une façon atypique pour un étudiant qui, entre 1964 et 1966, était un militant forcené, marqué politiquement à gauche. J'étais à l'époque de tous les combats du militantisme étudiant, comme président de l'UNEF et de la MNEF, et vice-président national de ces deux associations. Simplement, lorsque mai 68 a éclaté, j'avais changé de statut, à titre professionnel et à titre personnel. Je m'étais marié d'une part, ce qui me valait de ne pas être directement concerné par la libéralisation des mœurs, et j'étais devenu enseignant depuis la rentrée 67/68 d'autre part, ce qui me plaçait dans une situation particulière. Mes engagements faisaient

que j'étais solidaire des étudiants, mais ma fonction m'obligeait aussi à un certain recul par rapport aux événements. Un positionnement qui m'a valu de jouer un rôle d'intermédiaire dans la négociation du retrait des étudiants de la faculté de Droit, alors occupée, en m'assurant qu'il n'y aurait pas de représailles contre les contestataires. Il faut rappeler pour mémoire que les étudiants non-grévistes avaient passé cette année-là leur examen à Pey-Berland sous protection policière, et que les étudiants grévistes avaient obtenu le droit de passer le leur en septembre. Avec le recul, j'ai observé également que la révolte n'a ébranlé ni les institutions, ni le pouvoir conservateur. C'est l'effet inverse qui s'est pro-

duit, avec un effondrement du militantisme étudiant et syndical, notamment pour des raisons économiques, car ces structures n'avaient plus de subsides pour fonctionner. La gauche s'est également effondrée, comme le confirment les législatives de 68 puis les élections présidentielles de 69. Les organisations de contre-pouvoir ont eu du mal à s'en remettre. Il y aurait aussi beaucoup à redire des accords de Grenelle qui, pour l'économiste que je suis, n'ont pas été si profitables que cela. Mai 68 a suscité des avancées incontestables. Mais la révolte s'est aussi retournée contre ses auteurs, qui en ont été les victimes. ■

Jean-Louis BALANS

Un cruel manque d'écoute



Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1965, Jean-Louis Balans était étudiant à la faculté de Droit et jeune chercheur au Centre d'étude sur l'Afrique noire (CEAN) en mai 1968. Il nous livre son point de vue sur les « événements » ...

J'avais une sensibilité militante à cette période, en qualité de Président local et d'administrateur national de la MNEF. Nous avons ouvert en 67/68 sur Bordeaux une consultation au sein du planning familial et une cellule d'aide psychologique pour les étudiants⁽¹⁾, à une époque où ces questions n'intéressaient pas les autorités. Preuve en est l'épisode avec Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation, à l'occasion de la visite officielle du Président sénégalais à Bordeaux, deux mois seulement avant mai 68. Nous lui avons arraché une courte entrevue pour le sensibiliser aux conditions de vie étudiantes. Sa seule réponse fut

désarmante : « *Vous ne devriez pas vous plaindre car vos camarades africains sont plus malheureux que vous !* ». Cette absence totale d'écoute des autorités est à mon sens une des causes de mai 68.

Les événements se sont déroulés dans le calme à l'Institut, alors qu'ils étaient plutôt violents à la faculté de Droit. En ce temps-là, les étudiants se répartissaient entre le campus – dont la construction était récente – et le centre-ville de Bordeaux, qui n'était pas desservi par les transports en commun comme aujourd'hui. À l'Institut, il y avait des débats, parfois engagés, mais pas de dégradations ni de violences physiques. Je me souviens notamment d'une assemblée générale des étudiants et du personnel qui a été suivie par la retransmission en direct dans l'amphi Montesquieu de l'allocation radiodiffusée du Général de Gaulle, laquelle avait d'ailleurs vivement fait réagir Albert Mabilleau, le directeur de Sciences Po Bordeaux.

En juin 68, après les élections législatives, un nouveau gouvernement a été mis en place. Edgar Faure a été nommé ministre de l'Éducation avec Jacques de Chalendard, inspecteur général des Finances, personnalité étonnante, comme directeur de cabinet, et un certain nombre de mesures ont été décidées. Personnellement, j'ai participé cet été-là à beaucoup de commissions et de discussions avec les enseignants, aux comportements parfois étonnants. Certains, classés à gauche, ont fait une crise d'identité autoritaire, alors que d'autres, plus conservateurs

a priori, démontraient un esprit d'ouverture. Mai 68 a aussi fait tomber des masques et redistribué les rôles ... ■

(1) La plus connue de ces structures fut celle de Strasbourg sous l'acronyme de BAPU (Bureau d'Aide Psychologique de l'Université de Strasbourg) fermée d'autorité en décembre 1967.

Il faut souligner qu'à l'initiative du BAPU de Strasbourg, contrôlé par l'AFGES (Association Fédérative Générale des Étudiants de Strasbourg), fut publié en 1966 un texte-manifeste intitulé « *De la misère en milieu étudiant : considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier* » (lire encadré ci-dessous) particulièrement radical et décapant.

« L'esprit de Mai » : la lettre et la langue

« De la misère en milieu étudiant : considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier »

Extrait du Manifeste de l'UNEF de Strasbourg publié en 1966 et tiré à l'époque à 10 000 exemplaires. Cette année-là, à Strasbourg, des étudiants proches de « L'Internationale Situationniste » accèdent au bureau de l'AFGES, une des plus importantes de France, créée dès 1923. Ce texte est devenu un des plus emblématiques manifestes de « l'esprit de Mai » même s'il anticipe les « événements » de plus de 18 mois. On appréciera tout particulièrement le vocabulaire et le ton du texte...

« Récoltant un peu du prestige en miettes de l'Université, l'étudiant est encore content d'être étudiant. Trop tard. L'enseignement mécanique et spécialisé qu'il reçoit est aussi profondément dégradé que son propre niveau intellectuel au moment où il y accède, du seul fait que la réalité qui domine tout cela, le système économique, réclame une fabrication massive d'étudiants incultes et incapables de penser. Que l'Université soit devenue une organisation – institutionnelle – de l'ignorance, que la "haute culture" elle-même se dissolve au rythme de la production en série des professeurs, que tous ces professeurs soient des crétins dont la plupart provoqueraient le chahut de n'importe quel public de lycée – l'étudiant l'ignore ; et il continue d'écouter respectueusement ses maîtres, avec la volonté consciente de perdre tout esprit critique afin de mieux communier dans l'illusion mystique d'être devenu un "étudiant", quelqu'un qui s'occupe sérieusement à apprendre un savoir sérieux, dans l'espoir qu'on lui confiera les vérités dernières. C'est une ménopause de l'esprit. Tout ce qui se passe aujourd'hui dans les amphithéâtres des écoles et des facultés sera condamné dans la future société révolutionnaire comme bruit, socialement nocif. D'ores et déjà, l'étudiant fait rire. » ■

Mars 2008

le choix des urnes

Deux étudiants de 5^e année à Sciences Po Bordeaux, candidats aux dernières élections municipales et cantonales, évoquent mai 1968 et témoignent du sens de leur engagement politique en 2008.

Nous leur avons posé les trois questions suivantes.

- 1. A titre personnel, qu'évoque pour vous mai 68 ?**
- 2. Mai 68 appartient-il définitivement au "passé", ou voyez-vous, dans l'actualité d'aujourd'hui, un "lien" ou une "réminiscence" avec cette époque ?**
- 3. Pourquoi et comment vous êtes-vous engagé dans une démarche politique et quel sens donnez-vous à cette action en 2008 ?**



Roxane DASTÉ

1. Outre la photo de Daniel Cohn-Bendit prise par Gilles Caron et les slogans mythiques, mai 68 évoque pour moi deux types de combats incarnés par deux générations. D'une part, un combat ouvrier mené par mes grands parents qui me rappellent régulièrement leurs journées de grève, les manifs et les jours de disette qui suivirent, autrement dit le prix à payer pour bénéficier d'avancées sociales. D'autre part, les aspirations sociétales de la jeunesse et les progrès qui en découlèrent, notamment pour la génération de mes parents. Je pense en particulier à la libération des mœurs.

2. J'y vois un lien dans le sens où, comme aujourd'hui, les structures

de la société française et les mesures des gouvernants n'étaient plus en phase avec les aspirations sociales et sociétales de l'époque. Aujourd'hui, alors que les fondements de notre république sont mis en branle et que les inégalités s'accroissent, le modèle proposé ne met pas l'accent sur la solidarité et le progrès pour tous. Cette période rappelle à quel point il faut savoir être patient avant que l'engagement et le combat ne portent leurs fruits. C'est pourquoi, je ne perds pas espoir après chaque défaite politique...

3. Mon engagement politique date du lycée. Mais c'est en arrivant à Sciences Po et en rencontrant les militants du MJS 33 que je me suis réellement investie politiquement. Mon action en 2008 se situe dans le prolongement de celles de mes aînés. J'ai conscience qu'il faut aujourd'hui préserver les acquis pour lesquels ils se sont durement battus. Mais je souhaite également faire avancer des idées pour l'intérêt collectif, garantissant les choix de la cohésion, de la solidarité et les valeurs de progrès social. ■

Roxane Dasté, 21 ans, s'est présentée sur une liste d'union de la gauche à Lasseube (64), commune de 1541 habitants. Professionnellement, elle aspire à travailler dans le secteur social, auprès de personnes âgées, handicapées ou en difficultés. Politiquement, elle souhaite poursuivre son engagement politique au sein de son village et de son canton tout en restant vigilante quant aux évolutions nationales. Elle est également militante au sein du Mouvement français pour le Planning familial. Elle n'a pas été élue.



François ROUSTEAU

1. Ces événements me font spontanément penser à ces images d'archives où l'on voit des groupes de jeunes affronter des CRS dans un nuage de fumée. Je vois le drapeau rouge sur le toit de la Sorbonne, le blocage des universités, le désordre dans les rues. Je vois une crise étudiante, tardivement récupérée par des syndicats et une gauche en mal de discours mobilisateur. Ces images de manifestations furieuses ne me font ni fantasmer ni frissonner et en tant que « jeune » de 23 ans, je suis très loin de m'identifier aux prétendus « jeunes » de l'époque.

2. Si les événements de mai 68 appartiennent au passé et à l'histoire, « l'esprit de mai » a, quant à lui, survécu, il a même prospéré au point d'inspirer les grandes évolutions de la société française sur plusieurs décennies. La révolution politique ayant échoué, la génération de mai 68 a conduit une vraie révolution culturelle dont les consé-

quences affectent encore notre société. Je perçois cette mutation comme un refus illusoire de toute contrainte appliqué à tous les secteurs de la société. Les nouvelles générations ont peu d'indulgence pour le romantisme révolutionnaire et les expérimentations hasardeuses de leurs aînés. Je constate un retour au réalisme et une forte demande de règles et d'autorité.

3. Depuis la fin du collège, je suis passionné par le débat politique français. J'ai été, à l'âge de 16 ans, le plus jeune adhérent RPR de la fédération de Paris. Mon expérience de militant s'est prolongée à Bordeaux avec l'UMP. Jeune bachelier, je pensais comme beaucoup qu'une formation à Sciences Po Bordeaux m'apprendrait à faire de la politique. L'étude raisonnée de la politique en tant que phénomène a quelque peu refroidi mon enthousiasme. Je conçois cette candidature aux élections municipales de ma commune d'origine comme une occasion de passer enfin de la théorie à la pratique. Avec les inévitables et amusants décalages entre les deux ! ■

François ROUSTEAU, 23 ans, s'est présenté à Machecoul (Loire-Atlantique), ville de 6.000 habitants, sur une liste sans étiquette politique (21e sur 29). Étudiant du parcours APRI, il souhaite s'orienter dans le secteur des affaires publiques et de la représentation des intérêts. La liste sur laquelle figurait François Rousteau n'a obtenu que 6 des 29 sièges à pourvoir au Conseil municipal de Machecoul. Il n'a donc pas été élu.

MAI 68

« Le Monde 2 » a sorti le 13 mars 2008 un excellent numéro « Hors série » consacré aux événements et reproduisant de très nombreux articles publiés dans les colonnes du quotidien de la rue des Italiens comme on disait à cette époque. On y relira, entre autres, l'étonnant et prémoniteur éditorial de Pierre Viansson-Ponté, intitulé « La France s'ennuie », écrit quelques semaines avant le début du mois de mai.



On y trouvera aussi une remarquable iconographie montrant, dans certains cas, des images qui ont fait le tour du monde. Dans le même état d'esprit documentaire et synthétique on conseillera de suivre les différentes soirées « Théma » que la chaîne franco-allemande « Arte » consacrera aux événements, dans le courant du mois d'avril 2008.

À lire, à regarder, à savourer, pour tous les étudiants de Sciences Po Bordeaux... Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour imaginer que plusieurs questions et autres sujets ou textes d'exposé-discussions et grands-oraux pourraient être consacrés, en mai 2008 aux faits survenus quarante ans plus tôt... A bon entendeur ! ■

Antoine Roger nouveau directeur de SPIRIT

EXTENSION[S] : Vous êtes diplômé de Sciences Po Bordeaux, promotion 1995, quel a été votre parcours universitaire et scientifique jusqu'à aujourd'hui ?

Antoine ROGER : Au terme de mon cursus à Sciences Po, j'ai obtenu un Diplôme d'Études Approfondies (titre équivalent à l'actuel Master) en science politique, puis mené pendant plusieurs années des recherches pour la rédaction d'une thèse de doctorat, finalement soutenue en 2000 à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV. J'ai alors obtenu un poste d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche à Sciences Po Bordeaux, avant d'être recruté comme maître de conférences dans ce même établissement en 2002. J'ai été reçu au concours d'agrégation de science politique en 2005, ce qui m'a permis d'accéder au grade de professeur des Universités et de remonter la Garonne pour enseigner pendant deux ans à Sciences Po Toulouse. Je suis revenu à Bordeaux en octobre 2007, par la voie de la mutation. Durant toutes les années écoulées depuis la soutenance de ma thèse, je me suis efforcé de conserver un équilibre entre mes activités de recherche et mes enseignements.

EXTENSION[S] : Vous avez consacré de nombreux travaux à ce que l'on a appelé la « transition en Europe centrale et orientale ». Quelles en sont les principales leçons ?

AR : Les chercheurs qui s'étaient spécialisés avant 1989 dans l'étude des régimes communistes ont cherché à conserver une chasse gardée en fondant la « *transitologie* » : ils ont prétendu mettre au point des outils théoriques inédits pour caractériser des résistances plus ou moins grandes au changement ; leur démarche consistait à marquer des différences de degré - et non de nature - entre les régimes issus du bloc soviétique : il s'agissait d'évaluer ici et là le poids des scories héritées du passé. Une nouvelle génération de chercheurs a remis en cause cette lecture. Elle a travaillé tout d'abord à une normalisation théorique et s'est efforcé d'étudier les sociétés post-communistes avec les outils classiques de la science politique. Elle

a refusé ensuite de livrer une lecture homogénéisante et de considérer *a priori* que les mêmes explications puissent valoir de la mer Baltique à la mer Noire. Sur ce dernier plan, des combats doivent encore être livrés. Le chercheur qui choisit un terrain d'études en Europe centrale et orientale, est souvent décrit et perçu par ses collègues comme spécialiste d'une « aire culturelle », compétent pour traiter des minorités en Estonie aussi bien que des élections en Bulgarie - alors que nul ne songerait à interroger un spécialiste de la vie politique suédoise sur le résultat des élections législatives en Italie ! Pour remédier à cette asymétrie, je cherche aujourd'hui à pratiquer un comparatisme est-ouest.

EXTENSION[S] : Dans l'étude des États et des sociétés européennes, vous connaissez parfaitement la Roumanie qui a fait l'objet de votre thèse de doctorat. En quoi la Roumanie de l'après-Ceausescu ressemble ou diffère d'autres États européens en Europe centrale et orientale ?

AR : La manipulation politique et médiatique qui a accompagné la chute de Ceausescu a constitué un « péché originel » et valu à l'État roumain un traitement particulier : un regard suspicieux a été porté sur le nouveau régime; la moindre tempo-



Antoine Roger

SPIRIT
Science Politique Relations Internationales Territoire

SPIRIT en chiffres

Nombre de chercheurs à temps plein (CNRS, FNSP) : 10 (7 CNRS, 3 FNSP)

- Nombre d'enseignants-chercheurs permanents : 10
- Nombre de membres associés : 17
- Effectif administratif et technique : 11
- Doctorants : 61

risation dans la mise en œuvre des réformes a paru porter l'empreinte d'une ancienne nomenclatura attachée à conserver ses privilèges. Avec le relais de partis marginalisés sur la scène politique interne et le concours de quelques chercheurs prompts à suivre la demande institutionnelle, les organismes de crédit et les investisseurs étrangers se sont efforcés de dresser des classements et ont rangé la Roumanie dans la catégorie des mauvais élèves, loin derrière la Pologne, la Hongrie ou la République tchèque. La « spécificité roumaine » est dans les faits une construction sociale, conditionnée par le choix des critères qui servent à mesurer la « performance ». Le rôle du chercheur est à mon sens de révéler les

mécanismes qui président à cette construction et de décrypter les raisons pour lesquelles différents acteurs en arrivent à la prendre pour argent comptant. Une fois ce travail réalisé, il est possible de montrer que des évolutions présentées comme « anormales » ont leur propre cohérence. À titre d'exemple : 36% des actifs roumains travaillent aujourd'hui dans l'agriculture, le plus souvent sur des parcelles de très petite taille. Cette structuration particulière est le plus souvent analysée comme la marque d'un « retard ». Une lecture plus avisée permet de comprendre qu'elle alimente des circuits non marchands entre villes et campagnes et qu'elle est au fondement d'une économie parfaitement intégrée.

EXTENSION[S] : Vous avez succédé à Vincent HOFFMANN-MARTINOT comme directeur de l'UMR « SPIRIT », lui-même devenu directeur de Sciences Po Bordeaux. Quelles sont vos premières impressions à la tête de ce centre de recherche ?

A R : Grâce au travail de mes prédécesseurs, SPIRIT repose sur un socle solide et affiche en même temps une forte capacité de renouvellement. Notre laboratoire compte des chercheurs dynamiques qui prennent beaucoup d'initiatives. Mon rôle est celui d'un coordinateur : je dois éviter que les activités des uns et des autres ne produisent un effet de dispersion. Pour continuer à exister, nous devons conserver une identité lisible. Il s'agit donc de faire travailler les gens ensemble, autant que possible. Je peux pour cela m'appuyer sur une équipe administrative de choc qui me facilite beaucoup la tâche, que beaucoup de directeurs d'UMR doivent m'envier, et à laquelle je ne saurais jamais assez rendre hommage. Là réside la principale force de SPIRIT.

EXTENSION[S] : N'êtes-vous inquiet pour l'avenir de la recherche en science politique, compte-tenu de la faible nombre de postes de chercheurs et d'enseignants-chercheurs ouverts chaque année dans cette discipline et dans les sciences humaines plus globalement ?

A R : Mon inquiétude porte moins sur le nombre de postes que sur leur nature et sur l'autonomie scientifique dont bénéficieront à l'avenir les chercheurs et les enseignants-chercheurs. Nous vivons une époque de profonde mutation. Jusqu'alors, les recrutements et les carrières étaient régulés par un système national : les postes étaient créés au compte-goutte, mais les heureux élus bénéficiaient de la sécurité de l'emploi et d'une totale liberté scientifique. La loi LRU et l'évolution du financement de la recherche modifient la donne. Les établissements ont désormais la maîtrise de leur recrutement : ils peuvent ouvrir des postes à n'importe quel moment et sous n'importe quelle forme. Par souci de « souplesse », ils en arriveront certainement à multiplier les CDD reconductibles. Dans le même temps, nous observons une tendance à la généralisation du financement de la recherche dite « sur projet ». Nous sortons petit à petit du système qui amenait le CNRS à verser des crédits aux UMR en laissant les chercheurs

libres de les utiliser à leur guise et de définir leurs objectifs scientifiques. À mesure que la dotation annuelle des laboratoires diminue, les appels d'offre se multiplient. Ils portent sur des thématiques choisies par le ministère et organisent une mise en concurrence des chercheurs. L'Agence Nationale de la Recherche (ANR) a jeté les bases de ce dispositif. Elle gagne chaque année en importance et il n'est pas interdit de penser qu'elle deviendra à moyen terme le mode de financement unique de la recherche.

Une réputation scientifique ne peut jamais être considérée comme acquise

Ces évolutions croisées devraient produire un résultat assez simple : plus de postes, mais moins de stabilité et une difficulté accrue à orienter ses recherches de façon autonome.

EXTENSION[S] : Quelles sont les qualités qui vous semblent nécessaires pour entamer un parcours de recherche en tant que docteur ?

A R : Il me paraît intéressant et utile de poser la question dans ces termes. Je suis de ceux qui pensent qu'il existe un « tempérament » de docteur. J'irais jusqu'à dire qu'on est docteur avant même de s'engager dans une thèse. Entendons-nous bien : on peut – fort heureusement – s'épanouir et avoir une vie très riche sans être titulaire d'un doctorat. Mais pour certains, la thèse offre une occasion unique de se réaliser. Par delà les difficultés matérielles et les inévitables périodes de découragement, il est possible de consacrer plusieurs années à faire ce qu'on aime et uniquement ce qu'on aime. Comment savoir si l'on fait partie ou non de cette étrange confrérie ? Je dirais qu'il faut être passionné et un peu monomaniac, tout en conservant une capacité d'étonnement. Pour entretenir cette flamme, le docteur doit à la fois faire preuve d'audace intellectuelle et de modestie : il lui faut éviter de reproduire simplement un modèle et de mener une recherche dont les résultats seraient connus à l'avance ; mais il est indispensable de connaître en même temps les travaux des aînés et de se concevoir comme le simple maillon d'une grande chaîne scientifique.

EXTENSION[S] : La recherche à Sciences Po Bordeaux est une dimension essentielle de l'établissement et de son projet de formation. Que pensez-vous nécessaire de mettre en œuvre pour renforcer le volet scientifique de l'Institut ?

A R : Toutes les UMR et les écoles doctorales doivent désormais rendre des comptes à l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES). Les structures qui encadrent la formation doctorale et la recherche dans notre établissement répondent à la plupart des critères fixés : internationalisation, organisation régulière de manifestations scientifiques, mise en place de projets de recherche collectifs, etc. Nous pouvons renforcer encore ces atouts par une politique de recrutements réfléchie et planifiée. Nous devons par ailleurs travailler sans relâche à nous faire connaître et reconnaître : une réputation scientifique ne peut jamais être considérée comme acquise.

EXTENSION[S] : Quels sont les effets de la création du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur « Université de Bordeaux » sur un centre de recherche comme SPIRIT ?

A R : SPIRIT fonctionne sous deux tutelles : Sciences Po Bordeaux d'un côté, le CNRS de l'autre. Sciences Po est membre fondateur du PRES « Université de Bordeaux ». La création de cette nouvelle structure est à replacer dans une dynamique plus générale qui pousse à créer des grosses unités pour renforcer la visibilité de l'université française à l'échelle internationale. Notre seconde tutelle n'échappe pas au mouvement : le CNRS pousse lui aussi à la création de vastes équipes interdisciplinaires. SPIRIT dispose d'une bonne assise, mais il est possible que des recompositions s'avèrent nécessaires à moyen terme. Il faudra veiller qu'elles ne se traduisent pas par une dilution et par une perte d'identité. ■

Antoine Roger : "bio expresso"

Né le 11 mars 1974 à Tours (Indre-et-Loire)

Séjours à l'étranger : enfance en Australie, au Gabon et en Roumanie ; séjours de recherche en Roumanie ; enseignements à l'Université Libre de Bruxelles, à l'École doctorale en sciences sociales de Bucarest (Roumanie) et à l'École Internationale de Science Politique de Katowice (Pologne)

Parcours professionnel : Maître de conférences à Sciences Po Bordeaux (2002-2005) ; Professeur à Sciences Po Toulouse (2005-2007), Professeur à Sciences Po Bordeaux depuis 2007.

Ouvrages et publications récents : « La stabilité des divisions politiques. Jalons théoriques pour une comparaison est-ouest », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 13(2), 2006, pp. 343-356 ; avec CADIIOUS. & DECHEZELLES S. (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan (collection « Logiques politiques »), 2007 ; « Les résistances partisans à l'intégration européenne. Un objet de comparaison à consolider », in COMAN Ramona & LACROIX Justine (dir.), *Résister à l'intégration européenne*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007 ; « L'impossible appropriation de l'Union européenne par les militants des partis politiques nationaux », in COSTA Olivier & MAGNETTE Paul (dir.), *Une Europe des élites ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007 ; « Clivages et partis politiques », in BELOT C., MAGNETTE P. & SAURUGGER S. (dir.), *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, 2008. ■

Politique et développement en Afrique et dans les pays du Sud (PDAPS) : une approche pragmatique

Fort de l'expertise reconnue du Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN), le parcours PDAPS forme des spécialistes en science politique appliquée à l'Afrique et aux pays du Sud. Ces étudiants deviennent politistes ou intègrent des ONG ou des organisations internationales. Mais ils ont aussi un rôle à jouer auprès des industriels pour appréhender des aires géographiques « à risques ».

Le parcours PDAPS s'appuie sur la tradition africaniste de Sciences Po Bordeaux, matérialisée par le Centre d'étude d'Afrique noire installé dans les murs de l'Institut depuis 1958. Ce centre de recherche, d'enseignement et de documentation fait figure de référence sur le plan international par son expertise de l'Afrique australe, centrale, francophone, anglophone, ou lusophone. Le CEAN constitue une matière première idéale pour les étudiants de cette filière dont l'expertise en science politique appliquée couvre le continent noir mais aussi, plus largement, les pays du Sud. « Notre périmètre s'élargit au monde arabe, à l'Asie ou encore à l'Amérique latine » confirme Dominique Darbon, responsable d'un parcours de recherche dont l'approche se veut très pragmatique.

La recherche par excellence

Ce parcours de recherche a en effet pour objectif de confronter les théories et méthodologie de la science politique générale aux situations spécifiques des pays du Sud. Il y est question, principalement en 4^e année, de gouvernement, de politiques publiques, d'appartenances et de mobilisations identitaires et religieuses, d'économie politique... Mais l'évolution des rapports Nord/Sud y sont aussi analysés afin de donner à l'enseignement un caractère concret en phase avec l'actualité internationale et ses enjeux actuels et futurs : mondialisation, développement durable, nouveaux équilibres régionaux... La 5^e année intègre une initiation à des langues rares (portu-

gais, swahili, arabe, hausa...), et implique un travail personnel important, sous la forme de séminaires. Un tutorat est organisé pour aider la quinzaine d'étudiants par promotion à définir le thème, la problématique et la méthodologie de leur mémoire de recherche, lequel peut s'articuler avec des questionnements d'entreprises publiques et privées. « À travers ce parcours, nous sommes de plain-pied dans la logique de rapprochement entre la recherche et les entreprises, en associant recherche théorique et recherche appliquée, avec la volonté affirmée d'accroître "l'employabilité" » de nos étudiants précise Dominique Darbon.

Le souci de l'insertion professionnelle

La question de l'insertion professionnelle est effectivement au cœur des préoccupations du responsable



Dominique Darbon

du parcours PDAPS, qui inventorie les débouchés possibles de la formation. « Certains de nos étudiants poursuivront leur cursus dans le domaine de la recherche par un doctorat, avec la perspective de devenir « politiste », et pas uniquement en France et dans le secteur public. D'autres pourront prétendre à des postes au sein des Organisations non gouvernementales ou des Organisations internationales. Enfin – et c'est la piste la plus prometteuse – des opportunités se créent au sein de grandes entreprises privées ». Le parcours PDAPS apporte à ses étudiants des grilles de lecture, d'analyse, de compréhension et de comparaison particulièrement efficaces pour apprécier les risques sur des aires géographiques sensibles,

économiquement attractives. C'est le cas de l'Afrique qui, si elle ne représente que 2% du commerce international, constitue un potentiel de ressources et de marchés qui suscite bien des convoitises. Les industriels, dont la méfiance à l'égard de cette région du monde est légendaire, semblent apprécier le profil des étudiants du parcours PDAPS, par ailleurs bien au fait des rouages des grands organismes internationaux, comme l'UNESCO par exemple. Une preuve de plus qu'une recherche rondement menée peut résoudre bien des quadratures de cercles... ■

Un parcours susceptible d'essâmer

Parallèlement au parcours PDAPS, Sciences Po Bordeaux a envisagé de créer à la rentrée 2008 un master interdisciplinaire en liaison avec Bordeaux 3 et Bordeaux IV intitulé « Master interuniversitaire dynamique des Afriques ». Ce parcours serait ouvert à des étudiants en géographie, histoire, économie, droit et à certains élèves de Sciences Po Bordeaux. Dans l'attente des différentes autorisations nécessaires en la matière, le dossier demeure encore à l'état de projet, à l'heure où sont écrites ces lignes. ■

50^e anniversaire du CEAN

Congrès d'analyse politique sur l'Afrique à l'occasion du Cinquantenaire du CEAN (1958-2008)
3-5 septembre 2008



Penser la République Think Republic Pensar a República

État, gouvernement, contrat social en Afrique
State, Government, Social Compass in Africa
Estado, governo e contrato social na África

Invités d'honneur : Afrique du Sud, Brésil

Une autre paire « de manche »

De nombreux jeunes, notamment diplômés, quittent la France pour l'Angleterre, terre promise d'un premier emploi. Comment expliquer ce phénomène ? Le point de vue depuis Londres d'un étudiant de Sciences Po Bordeaux promotion 2001 qui a vécu l'expérience avec succès.



Benjamin Hippolyte

Pourquoi de nombreux jeunes diplômés vont-ils, comme vous, travailler en Angleterre ?

Je préfère parler de la situation à Londres, que je connais bien. Cette ville demeure un cas particulier, qui n'est pas forcément représentatif du reste de l'Angleterre. L'attrance de la capitale britannique s'explique d'abord par son très faible taux de chômage. Les salaires y sont également plus élevés que dans l'Hexagone, tout comme les opportunités de promotion. Personnellement, j'ai été embauché comme consultant « junior » pendant 6 mois, avant d'être nommé consultant à part entière. À compétences égales, j'aurai sûrement mis beaucoup plus de temps en France pour obtenir cette évolution de carrière.

Avez-vous le sentiment que l'on confie aux jeunes diplômés plus de responsabilité Outre-Manche qu'en France ?

Oui, mais en contrepartie, vous avez plus de choses à prouver car la culture du résultat prédomine ici, beau-

coup plus que votre formation initiale. Dans l'absolu, personne ne vous demande ce que valent vos diplômes. En revanche, les employeurs attendent de vous un savoir-faire immédiat. Londres se révèle être une place économique très « compétitive », avec ce que cela engendre d'aspects « positifs » mais aussi « négatifs »...

Tous comptes faits (salaire et imposition d'un côté, niveau de vie de l'autre), travailler en Angleterre est-il économiquement rentable ?

Le calcul est assez simple. Si vous êtes en bonne santé, célibataire, mobile, que votre anglais est bon et que vous êtes motivé, l'expérience est rentable et donnera très certainement un coup d'accélérateur à votre carrière. Maintenant, il est indéniable que la vie à Londres est chère, notamment en matière de logement. Quant à la protection sociale, les Français ne sont pas plus ou moins protégés que les autres employés de Grande-Bretagne. Il n'y a pas d'assurance-chômage institutionnalisée, mais ce n'est pas vraiment un problème : trouver un emploi sur Londres est assez facile...

Y a-t-il un réseau « organisé » de jeunes diplômés français qui se retrouvent le soir dans les pubs de Londres ou d'ailleurs ?

À Londres, certains quartiers et certaines branches de service – la finance notamment – sont très « francisés » il est donc très facile de s'intégrer dans un réseau français dès son arrivée. Mais il serait dommage de ne pas profiter de l'extraordinaire diversité et mixité culturelle de cette ville et de ses habitants, en provenance de tous les pays du monde. Londres est la ville cosmopolite par excellence.



En matière de recrutements « internationaux », quels sont les arguments utilisés par les chasseurs de tête pour faire venir sur Londres des profils recherchés ?

Outre le salaire plus important et l'évolution de carrière plus rapide ici qu'ailleurs, le fait de bénéficier d'une image internationale et d'accéder à un marché de l'emploi plus fluide séduit de nombreux candidats. Ce vécu s'inscrit alors dans un plan de carrière où la parfaite maîtrise de l'anglais et la culture du business du pays seront très appréciées. Aujourd'hui, sur Londres, les secteurs d'activités de la finance et de la fiscalité continuent de recruter, notamment des profils de « matheux » à des postes de « statisticiens ». Dans le secteur du commerce, plus

que le diplôme d'une grande école, les recruteurs vont s'intéresser à votre talent de vendeur et à votre aptitude à dégager du profit.

Quels conseils donneriez-vous à des étudiants de Sciences Po qui souhaitent « tenter l'aventure » à Londres ?

Ne pas avoir peur de bosser dur et de s'investir, rester humble, et bannir l'idée que l'on connaît son métier sous prétexte que l'on possède un diplôme reconnu en France. Un stage peut être une bonne solution pour mettre un pied à l'étrier, quel que soit le domaine d'activité visé. La question reste d'actualité car l'Angleterre va continuer, au moins dans un avenir proche, d'attirer de jeunes diplômés. ■

Benjamin Hippolyte en bref

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 2001, Benjamin Hippolyte a enchaîné dès sa sortie de l'Institut sur un DEA sociologie du Politique à Paris X Nanterre. Il a passé l'année suivante une maîtrise de philosophie avec l'objectif de devenir enseignant. Un stage de deux mois et demi dans le nord de l'Angleterre pour le compte d'un grand laboratoire pharmaceutique français a changé sa destinée. Fort de cette première expérience en relations humaines, il a déménagé sur Londres et s'est orienté vers le recrutement pour l'industrie pharmaceutique au sein d'un cabinet spécialisé de 45 collaborateurs en qualité de consultant. Toujours dans cette même société, il vient tout récemment d'être nommé à Paris. ■



Du verbe et de l'esprit

Quand le fond et la forme se réunissent, les Rencontres Sciences Po Bordeaux Sud Ouest sont, plus encore qu'à l'accoutumée, passionnantes. Exemple avec Boris CYRULNIK, invité le 20 mars dernier.

« Je n'ai pas été à l'école ». Cette phrase, plusieurs fois répétée par Boris Cyrulnik au cours de son grand oral à Sciences Po Bordeaux, a constitué l'un des fils conducteurs de l'intervention du célèbre neuropsychiatre et écrivain. Je n'ai pas été à « la petite école » aurait pu préciser cet homme qui a toujours le sourire aux lèvres et l'anecdote au bout de la langue. Certaines personnes, paraît-il, rien pour ne pas pleurer... Ses parents, juifs russo-polonais, ont été arrêtés à Bordeaux et déportés. Abandonné à l'Assistance publique, l'enfant a échappé de peu à la déportation... C'est dire si, au-delà de ses compétences reconnues en éthologie, psychologie, neurologie et psychanalyse, Boris Cyrulnik incarne le concept de résilience, qu'il résume ainsi : « Comment reprendre un type de développement après un fracas ? ». Une posture que le spécialiste français de la question a décorquée pendant son intervention avec un sens aigu de la pédagogie et de l'empathie.

L'art de la résilience

Les propos de Boris Cyrulnik sur le sujet ont connu un succès retentissant lors de leur sortie, suscitant de l'intéressé une certaine méfiance puisque « le phénomène de médiatisation crée des raccourcis parfois dangereux ». Un écho qui pourrait s'expliquer par le nombre de personnes que les déchirures traumatiques n'ont pas épargnées, estimées à une sur deux selon l'Organisation Mondiale de la Santé. Les conclusions encourageantes des travaux de Boris Cyrulnik ont conforté tout haut ce que beaucoup disaient tout bas, à savoir que chacun peut trouver « une solution » pour reprendre « un développement » même s'il garde les traces de ses blessures. Le praticien a ainsi expliqué que les acti-

vités « transactionnelles », notamment artistiques, constituaient souvent le matériau pour renouer avec soi. L'œuvre artistique constitue aussi le moyen détourné pour parler à l'autre, prenant comme exemple « de détour par le tiers » le célèbre monologue de Raimu à sa chatte Pomponette dans « La femme du boulanger » de Pagnol.

Le refus de l'enfermement

D'écoles, il fut encore question lorsque Boris Cyrulnik expliqua qu'il n'appartenait à aucun courant de thérapie psychiatrique ni ne possédait de maîtres à penser attirés. Il revendique au contraire une approche pluridisciplinaire très large pour



appréhender ses sujets d'études, évitant ainsi les visions parcellaires, fruits d'a priori théoriques et idéologiques. Mais l'essentiel de son discours fut surtout pratique, éclairé par des expériences passionnantes.



Boris Cyrulnik

Sur la socialisation du goût, la nécessité de relativiser les « vérités » des enfants de cinq ans, la prédominance de la « structure familiale » dans la prime enfance comme antidote à

visionnaire : « Celui qui ouvre une école ferme une prison »... ■

Sport et téléche sans taloche !

Nicolas de TAVERNOST sera le dernier invité de l'année des Rencontres le jeudi 10 avril, de 17h à 19h. L'ancien diplômé de l'Institut, patron de M6, interviendra sur le thème « Sport et Télé ». Il parlera très certainement de la montée en puissance de sa chaîne dans le paysage audiovisuel français en matière de sport, avec la retransmission en 2007/2008 des matches européens de l'Olympique de Marseille et des Girondins de Bordeaux (dont la chaîne est propriétaire), et une présence de M6 remarquée pendant le prochain Euro de Football de juin 2008.

Cette Rencontre viendra en point d'orgue d'une journée festive des Associations de Sciences Po Bordeaux (grand déjeuner traditionnel sous les arbres et concerts multiples à partir de 12h30). Elle s'inscrit aussi dans la série de manifestations fêtant les 40 ans de l'Association Sportive de l'Institut. Précision : il n'est pas obligatoire de venir en short et en maillot pour assister à la Rencontre ! ■

Cécile HENNEQUIN, cheville ouvrière de l'appel aux dons

La Loi de Réforme des Universités, dite LRU ou encore « Loi Pécresse » devrait permettre aux établissements d'enseignement supérieur de pouvoir faire appel aux dons pour financer des projets et des programmes de formation ou de recherche.

Sciences Po Bordeaux prépare cette échéance avec le souci de la clarté, de l'écoute et du discernement.

Cécile Hennequin, chargée de mission au Service des Stages, est la cheville ouvrière du projet.

Explications.

« Une révolution est en cours ». Tel est le constat de l'Observatoire Boivigny⁽¹⁾ dans son dossier d'octobre 2007 de 18 pages consacré au *fundraising*. Ce mode de financement est né Outre-Atlantique et se traduit en français par « collecte de fonds », « appel aux dons » ou « mécénat ». Praticué à l'envi par les grandes écoles de commerce privées depuis des lustres, le dispositif devrait faire son apparition au sein de l'enseignement supérieur en France. C'est un des points clés du second volet de la Loi de Réforme des Universités de Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche du gouvernement Fillon, qui a été votée mais dont on attend les décrets d'application. Toutes les universités se préparent à cette échéance, certaines en catimini. Sciences Po Bordeaux, de son côté, fait le choix de la transparence.

constitué, sur la base d'un précepte clair : l'objet de l'Institut n'est pas d'aller chercher de l'argent pour de l'argent. Mais plutôt de trouver les moyens de financer des projets qui s'inscrivent dans sa stratégie globale auprès d'entreprises et de particuliers qui épousent les valeurs de l'école et qui respectent les règles et principes du mécénat. Lequel n'est ni plus ni moins qu'un don, acte gratuit par définition, qui n'implique aucune contrepartie. « *Certaines entreprises verront un intérêt à participer à la qualité de notre enseignement pour recruter à termes des collaborateurs, mais il n'est pas question, comme cela se fait dans le sponsoring sportif, de voir un parcours porter le nom d'un partenaire. Il y aura des garde-fous fort heureusement* » précise Cécile Hennequin.

La couleur de l'argent

L'Institut n'a pas attendu cette Loi pour se rapprocher des collectivités ou des entreprises privées afin de mener des actions originales et porteuses de sens sur l'égalité des chances, l'attribution de bourses ou la démocratisation de l'accès à Sciences Po Bordeaux. De même, des actions de sponsoring ont déjà été organisées, mais toujours dans le cadre de conventions et pour ce que l'on nomme communément la « communication événementielle », comme la cérémonie de remise des diplômes des étudiants par exemple. À Sciences Po Bordeaux, on considère donc l'appel aux dons comme une opportunité de mener de nouveaux projets, dont le périmètre et



Cécile Hennequin

la nature vont faire l'objet d'une large concertation interne, avec les étudiants, les enseignants et le personnel de l'Institut. Le tout sous l'œil de son Conseil d'Administration, qui a entendu le 21 mars 2008 une communication de Cécile Hennequin sur la stratégie de levée de fonds de l'Institut qui se fera avec discernement et sans précipitation. ■

(1) Actualités et analyses de l'enseignement supérieur en France et à l'international. Site : www.boivigny.com

(2) À titre comparatif on notera que lorsqu'un Français donne en moyenne 32 € par an au titre des dons, un Britannique verse 70 € dans le même temps et un Américain verse en moyenne 450 € par an. L'Université de Montréal n'avait qu'une seule personne il y a dix ans en charge du fundraising, aujourd'hui ce sont plus de 100 personnes qui y travaillent à plein temps. Ces indications et nombre d'autres ont été apportées par les dirigeants de la Société Optimus acteur majeur de la communication de mobilisation et de la collecte de fonds pour les organisations caritatives en France, venus présenter leur mode opératoire aux membres du comité de pilotage sur la collecte de fonds de Sciences Po Bordeaux, en mars 2008.

Anticiper, étudier, écouter

« Contrairement aux USA⁽²⁾, il n'est pas dans la culture universitaire française de parler d'argent. Le sujet est donc tabou. Il se heurte pourtant à une évidence : l'État providence est derrière nous » observe Cécile Hennequin, recrutée au Service des Stages de l'Institut depuis le mois d'octobre 2007, au moment même où le sujet s'inscrivait sur l'agenda universitaire. Pour rester compétitif, c'est-à-dire bénéficier d'enseignants de qualité et de formations d'excellence, l'Institut doit étudier toutes les formes possibles de financement, dont le *fundraising*. Pour cela, un comité de pilotage a été

Un Service des Stages sur tous les fronts

Le Service des stages revêt une fonction de plus en plus importante au sein de Sciences Po Bordeaux. Outre Cécile Hennequin (diplômée de Sciences Po Bordeaux en 2005, parcours GEA), la cellule regroupe Françoise Dulaurens et Martine Barbier, également assistante de l'Association des Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux dont les liens sont étroits avec l'Institut depuis de nombreuses années. Lieu d'informations, de conseil, d'études, de suivi et de gestion de bases de données, le Service des stages constitue une passerelle indispensable entre Sciences Po Bordeaux, ses étudiants et le monde de l'entreprise. L'intensité et le nombre de ces relations n'ont cessé de croître ces dernières années, notamment depuis le passage de la scolarité à 5 ans et la mise en place de parcours professionnels. L'avènement du « Fundraising » - collecte de fonds en français - marquera une nouvelle étape dans l'essor du rapprochement entre l'école et les entreprises privées et publiques.

Les Rencontres Carrière 2008 ont réuni sur trois-demi journées plus de 50 professionnels autour des métiers « communication, journalisme, marketing », « affaires publiques, métiers de la gestion et de la finance » et « métiers de la recherche et affaires internationales » et une participation record d'étudiants, en janvier et février. ■

Dominique Babin directeur général de la CCI de Bordeaux la vraie vie

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1972, ancien élève de l'École Nationale d'Administration qu'il intègre après la Prép'ÉNA de Sciences Po Bordeaux, le directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux met à profit les acquis de l'Institut pour assurer une mission au carrefour d'enjeux économiques et sociaux importants et complexes. Autant d'aventures qui passionnent ce « tintinophile » de haut-vol !



Dominique Babin

tiques : mission d'appui aux entreprises, accompagnement à l'international, gestion de Vinexpo, de l'aéroport, GRH... Des tâches extrêmement diverses qui doivent être conduites avec le souci constant d'optimiser le rapport coût/bénéfice pour les entreprises, le tout dans le cadre d'un partenariat souvent « tonique » avec les entrepreneurs-élus, administrateurs de la CCI de Bordeaux.

Un acteur au service de l'enseignement supérieur

De par ses missions, la CCI de Bordeaux participe au rayonnement du pôle d'enseignement supérieur de la métropole bordelaise, que son directeur général décrit avec lucidité : « Bordeaux tient une position forte, même si l'on regrette la place trop faible des écoles d'ingénieurs, notamment vis-à-vis de sa grande voisine de Midi-Pyrénées. Dans le même temps, La CCI de Bordeaux peut s'enorgueillir de participer à ce positionnement à travers Bordeaux Ecole de Management qui a su obtenir les accréditations les plus prestigieuses : EQUIS et AMBA (pour les MBA) hier et, demain, l'accréditation américaine AACSB ». ■

De ses études, orientées vers les humanités classiques, Dominique Babin compare Sciences Po à « un souffle de modernité ». Certes, les références à l'histoire des institutions, aux relations internationales et à la vie économique n'étaient pas absentes. Mais l'ancien étudiant a vécu l'enseignement « comme autant de clés pour comprendre l'actualité et imaginer l'avenir ». Une fonction qui est devenue sienne. En qualité de directeur général de la CCI de Bordeaux, Dominique Babin se trouve constamment confronté à des dossiers économiques et sociaux toujours sensibles, dont certains sont d'une actualité parfois « brûlante ». Il lui faut prendre en compte les tenants et les aboutissants du sujet, le tout dans un contexte souvent sensible. « De Sciences Po Bordeaux, ce qui m'est aujourd'hui le plus utile c'est ce que j'ai appris lors des conférences de méthode : les allers et retours entre la réflexion libre, ouverte sur le monde et l'obligation de discipliner et d'organiser le raisonnement. L'exercice est contraignant, douloureux parfois, mais il constitue une excellente préparation à la compréhension exhaustive d'un problème, à la prise en compte de sa propre vision comme de celle de ses contradicteurs. Pour résumer, j'ai trouvé à Sciences Po une école de compréhension et de gestion de systèmes complexes, c'est-à-dire de la vraie vie ».

Un retour au port... de la Lune

De sa vie professionnelle, Dominique Babin dit qu'elle lui a permis d'aborder de nombreux rivages : ceux de la fonction publique, nationale et européenne, et ceux de l'entreprise privée. Il lui restait à découvrir le territoire « intermédiaire » des établissements publics gérés de manière autonome et privée. C'est chose faite à la CCI de Bordeaux, profitant de cette opportunité pour revenir poser ses bagages après 25 ans dans la ville de ses premières amours étudiantes. Un virage professionnel qui l'amène ainsi Place de la Bourse à Bordeaux sur les plus beaux rivages du Port de la Lune pour une fonction qui lui offre le privilège rare de ne jamais vivre deux journées iden-



Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT

Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX

Rédaction en chef :

Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

Maquette : Thierry PIERS, « Microclimat »

Mise en page : Jean-Thierry DINH

Photos : Laurent WANGERMEZ

Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac

N°ISSN : 1635-3102



SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX

Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37

www.sciencespobordeaux.fr

j.petiaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945,
portant création des Instituts d'Etudes Politiques.